

## **Qualité du reporting RSE et mécanismes de gouvernance : Cas des banques marocaines cotées**

### **CSR reporting quality and governance mechanisms: Evidence from Moroccan listed banks**

Khadija OUTANNA

*Laboratoire de recherche LAREFA, École Nationale de Commerce et de Gestion - Agadir, Université Ibn Zohr, Agadir, Maroc.*

Lalla Hind LAGDIM SOUSSI

*Laboratoire de recherche LAREFA, École Nationale de Commerce et de Gestion - Agadir, Université Ibn Zohr, Agadir, Maroc.*

---

**Résumé.** Le reporting RSE gagne une place importante dans les pratiques des entreprises cotées marocaines. Néanmoins, la qualité des informations RSE divulguées demeure une dimension peu explorée dans la littérature académique nationale. Dans ce contexte, cet article analyse la qualité du reporting RSE des banques marocaines cotées à la Bourse de Casablanca sur la période 2020-2023 et examine le rôle des mécanismes de gouvernance dans l'explication des disparités observées, en mobilisant la théorie des parties prenantes comme base d'interprétation. La méthodologie repose sur une analyse de contenu longitudinale de 24 rapports RSE, mobilisant la grille de mesure de (Badia et Bracci, 2020) fondée sur quatre principes GRI : clarté et précision, engagement des parties prenantes, comparabilité et fiabilité. Quatre mécanismes de gouvernance sont analysés : le comité RSE, la taille du conseil d'administration, la certification externe et la diversité de genre. Les résultats révèlent une qualité globalement hétérogène et insuffisante. La clarté constitue la dimension la mieux maîtrisée, tandis que la comparabilité et l'engagement des parties prenantes restent limités, et la fiabilité demeure la dimension la plus préoccupante en raison du faible recours à la certification externe. Par ailleurs, parmi les mécanismes de gouvernance analysés, seule la certification externe semble associée à une meilleure qualité du reporting RSE. Cette recherche souligne la nécessité de renforcer les exigences réglementaires et d'encourager les banques marocaines à adopter des processus d'assurance indépendants afin de garantir une meilleure crédibilité des informations RSE divulguées.

**Mots-clés :** *Qualité du reporting RSE ; Gouvernance ; Global Reporting Initiative (GRI) ; Banques marocaines ; Analyse longitudinale.*

**Abstract.** CSR reporting is growing among Moroccan listed companies. However, the quality of disclosed CSR information remains largely understudied in the national academic literature. This paper examines the quality of CSR reporting of Moroccan banks listed on the Casablanca Stock Exchange over the period 2020-2023 and explores the role of governance mechanisms in explaining the observed differences, using stakeholder theory as a theoretical framework. The study relies on a longitudinal content analysis of 24 CSR reports, using the scoring framework developed by Badia and Bracci (2020) based on four GRI principles: clarity and accuracy, stakeholder engagement, comparability, and reliability. Four governance mechanisms are examined: CSR committee, board size, external assurance, and gender diversity. The findings show an overall heterogeneous and insufficient reporting quality. Clarity is the best-performing dimension, while comparability and stakeholder engagement remain weak, and reliability is the most concerning

dimension due to the limited use of external assurance. Among the governance mechanisms examined, only external assurance appears to be linked to better CSR reporting quality. This research highlights the need to strengthen regulatory requirements and encourage Moroccan banks to adopt independent assurance processes to improve the credibility of their disclosed CSR information.

**Keywords:** *CSR reporting quality; Governance; Global Reporting Initiative (GRI); Moroccan banks; Longitudinal analysis.*

---

## 1. Introduction

Le reporting RSE est un outil de communication qui reflète la contribution des entreprises au développement durable (Commission européenne, 2002), ayant pour but de fournir des informations sur la stratégie et la démarche de l'entreprise dans la mise en œuvre de ses pratiques RSE. Au départ, cette pratique était adoptée par les grandes entreprises (Kolk, 2008), notamment dans l'industrie (Abbott, W.F & Monsen, R., 1979). De nos jours, elle s'est diffusée à l'ensemble des entreprises sous différentes appellations (Davis and Searcy, 2010); (*The KPMG Survey of Corporate Responsibility Reporting 2013*, 2013), telles que les rapports de développement durable, rapports intégrés, rapports non financiers ou extra-financiers et rapports RSE. Dans cet article, ces appellations sont considérées comme équivalentes et utilisées de manière interchangeable.

Le reporting RSE a attiré une attention académique considérable ces dernières années sous différents angles, sur l'émergence de la publication de rapports RSE (Hahn & Kühnen, 2013), sur les déterminants du reporting RSE notamment le secteur d'activité, l'âge, la taille et pressions des parties prenantes etc. (Chen & Bouvain, 2009); (Fifka, 2013), ainsi que sur l'influence de la RSE sur les performances financières (Cheng et al., 2014). Ce qui met en lumière la diversité des facteurs influençant la divulgation de l'information extra-financière. Parmi les théories les plus mobilisées pour expliquer les différents domaines du reporting RSE, la théorie des parties prenantes (Siew, 2015), postulant que les entreprises ont la responsabilité de répondre aux attentes de divers parties prenantes et de les impliquer activement dans leurs décisions.

Cependant, l'accent mis sur les facteurs externes et les attentes des parties prenantes a largement empêché la recherche sur la qualité des rapports non financiers (Diouf et Boiral, 2017). En dépit de l'augmentation de la divulgation de ces rapports, des préoccupations émergent quant à la qualité des informations divulguées, jugées souvent symboliques. Ainsi, la littérature a largement soulevé des interrogations quant à la qualité et à la fiabilité des rapports RSE (Gray and Milne, 2004) et leur crédibilité (Dando & Swift, 2003), et ce, malgré l'existence de diverses lois, réglementations et normes. Ces rapports sont ainsi tenus responsables du manque de crédibilité (MacLean & Rebernak, 2007) et contribuent au greenwashing des entreprises (Gatti & Seele, 2015), au lieu de renforcer un véritable échange avec les parties prenantes. En conséquence, certains auteurs appellent à davantage de recherches sur la qualité du reporting RSE ((Hahn & Kühnen, 2013), considérant qu'il constitue un instrument clé pour garantir la transparence des informations des entreprises en matière de performance durable.

Afin de fournir des informations cohérentes, l'établissement d'un cadre mondial commun pour les rapports RSE est une nécessité (Owen, 2003). La Global Reporting Initiative (GRI) suggère des lignes directrices applicables à l'échelle mondiale, offrant un cadre structuré avec des indicateurs couvrant les trois domaines économiques, social et environnemental. Par ailleurs, des normes comme l'ISO 26000 ou la directive européenne CSRD jouent un rôle clé dans l'harmonisation des

pratiques de reporting. En ce qui concerne le contexte marocain, la circulaire AMMC n°03/19 du 20 février 2019 rend obligatoire la publication d'un rapport ESG ou RSE pour l'ensemble des émetteurs faisant publiquement appel à l'épargne, à l'exception des PME cotées au marché alternatif, et ce, dès 2020.

Face à ces préoccupations, la littérature académique s'est progressivement intéressée aux déterminants de la qualité du reporting RSE. Plusieurs études confirment l'impact positif des mécanismes de gouvernance sur cette qualité, notamment la structure du conseil d'administration, le comité de durabilité et l'assurance externe (Abdul Latif et al., 2023); (Gerwing et al., 2022). Ces derniers démontrent en particulier que la qualité du reporting RSE augmente avec le nombre de mécanismes de gouvernance employés simultanément. Dans le secteur bancaire spécifiquement, (Rajawat & Mahajan, 2024) montrent que si la qualité du reporting RSE s'améliore progressivement, le contenu des rapports et l'assurance externe demeurent insuffisants, soulignant ainsi la nécessité de renforcer ces mécanismes. Dans ce contexte, et face au vide académique persistant sur la qualité du reporting RSE dans le secteur bancaire marocain, cette étude vise à répondre à la problématique suivante : Quelle est l'évolution de la qualité du reporting RSE des banques marocaines cotées entre 2020 et 2023 et quels facteurs de gouvernance sont susceptibles d'expliquer les disparités relevées ?

Cette étude apporte une double contribution originale. Sur le plan empirique, elle constitue l'une des rares études portant sur la qualité du reporting RSE dans le contexte marocain en proposant une analyse longitudinale sur quatre ans ce qui offre aux régulateurs, aux banques et à leurs parties prenantes une vision comparative de leur positionnement en matière de transparence extra-financière. Sur le plan académique, elle enrichit la littérature sur les déterminants de la qualité du reporting RSE dans les pays émergents en combinant simultanément l'évaluation de la qualité et l'analyse des mécanismes de gouvernance, un angle peu exploré dans la littérature nationale. L'article est structuré de la manière suivante : la première section propose une revue de la littérature sur le reporting RSE, sa qualité et ses déterminants, suivie d'une section consacrée au cadre théorique mobilisé. La troisième section détaille la démarche méthodologique et la mesure des variables retenues. La quatrième section analyse les résultats empiriques, qui sont ensuite interprétés au regard de la littérature existante dans la dernière section. Enfin, la conclusion propose des pistes de recherche futures.

## **2. Revue de la littérature**

### **a. Reporting RSE et Cadre du Global Reporting Initiative (GRI)**

Depuis les années 1990, le reporting RSE représente le vecteur de communication le plus répandu pour instaurer un dialogue structuré entre l'organisation et ses parties prenantes, reflétant les obligations de celle-ci à l'égard de son contexte social et environnemental (Owen & O'Dwyer, 2009). Il est défini par ((Damak-Ayadi, 2006), p.4) comme « *l'activité qui permet à l'entreprise de rendre compte auprès des différentes parties prenantes de ses activités et de leurs impacts sur la Société et l'environnement* ». De même, (Quairel & Capron, 2004), p.2) définies le reporting sociétal comme « *une diffusion d'informations environnementales et sociales produites par les entreprises à destination des tiers simultanément ou indépendamment de la reddition financière* ». En outre, les rapports RSE sont devenus une norme mondiale permettant aux entreprises d'établir la confiance avec leurs parties prenantes. À l'instar du reporting financier, le reporting RSE est encadré par une réglementation et des normes qui se renforcent et évoluent avec le temps (Lock &

Seele, 2016), Toutefois, il demeure confronté à des préoccupations croissantes quant à sa crédibilité (Tschopp & Huefner, 2014).

Dans ce contexte, le cadre GRI s'impose comme la norme de reporting la plus adoptée en matière de développement durable (Morhardt et al., 2002) et la plus citées comme référence pour la divulgation des informations sociales et environnementales (*The KPMG Survey of Corporate Responsibility Reporting 2013*, 2013). Il apparaît donc pertinent d'utiliser ce cadre pour évaluer la qualité du reporting RSE (Romolini et al, 2015).

#### **b. Qualité du reporting RSE**

À l'instar du reporting financier, le reporting RSE est encadré par des normes et réglementations qui évoluent progressivement (Tschopp & Huefner, 2014). Toutefois, il reste confronté à des interrogations sur sa crédibilité et sa fiabilité, les rapports RSE européens n'obtenant pas de scores élevés en matière de crédibilité malgré les efforts de standardisation (Lock & Seele, 2016). Dans ce contexte, le cadre GRI s'est imposé comme la référence la plus utilisée en matière de reporting sur le développement durable à l'échelle mondiale (Morhardt et al., 2002). Ce cadre fournit des principes et des lignes directrices permettant aux entreprises de produire leurs rapports de durabilité et d'en améliorer la qualité, ce qui rend les normes GRI parmi les plus fréquemment citées dans la littérature comme un outil particulièrement pertinent pour évaluer la qualité des rapports RSE (Romolini et al, 2015); (Wan Ismail et al., 2022). Cependant, malgré cette standardisation croissante, la qualité et la fiabilité des rapports RSE continuent de faire l'objet de débats et de critiques. (Diouf et Boiral, 2017) rappellent que l'accent mis sur les attentes des parties prenantes a souvent occulté les recherches portant spécifiquement sur la qualité des rapports RSE. Peu d'études ont exploré cet aspect en profondeur, et certaines pratiques de reporting RSE sont parfois considérées comme symboliques plutôt qu'informatives, visant davantage à afficher un engagement sociétal qu'à fournir une information détaillée et fiable (Michelon et al., 2015). Dans le secteur bancaire spécifiquement, (Rajawat & Mahajan, 2024) confirment que si la qualité du reporting RSE s'améliore progressivement, le contenu des rapports et l'assurance externe demeurent insuffisants. Ainsi, la publication de rapports non financiers ne garantit pas nécessairement une amélioration de la qualité de l'information publiée, se réduisant parfois à une simple stratégie de communication visant à renforcer l'image de l'entreprise (Boiral, 2013). Cette problématique est d'ailleurs soulevée dans la littérature, qui remet régulièrement en question la pertinence et la crédibilité des rapports RSE, appelant à davantage de travaux sur la qualité de ces rapports ((Diouf et Boiral, 2017) (Hahn & Kühnen, 2013) ; (Abdul Latif et al., 2023)).

#### **c. Déterminants de la qualité du Reporting RSE**

La qualité du reporting RSE est influencée par plusieurs facteurs qui ont suscité un intérêt croissant dans les études empiriques. (Hahn & Kühnen, 2013), dans une revue systématique de la littérature, distinguent les facteurs influençant l'adoption, l'étendue et la qualité du reporting RSE. Parmi les déterminants qui sont largement étudiés figurent la taille de l'entreprise, la rentabilité, le secteur d'appartenance et la gouvernance.

En ce qui concerne la taille de l'entreprise, (Chiu & Wang, 2015) et (Abdul Latif et al., 2023) confirment que la taille de l'entreprise est associée positivement à la qualité de la divulgation RSE. Dans le secteur bancaire spécifiquement, (Rajawat & Mahajan, 2024) confirment que la capitalisation boursière est positivement associée à la qualité du reporting RSE, Ainsi, les grandes banques produisant de meilleurs rapports

S'agissant de la rentabilité, les résultats sont contradictoires dans la littérature. En effet (Ananzeh, 2022) trouve que la rentabilité est positivement associée à la qualité de la divulgation RSE et (Chiu & Wang, 2015) confirment que les ressources économiques sont positivement associées à la qualité de la divulgation RSE, cependant (Rajawat & Mahajan, 2024) trouvent que la rentabilité n'affecte pas la qualité du reporting RSE dans le secteur bancaire indien, suggérant que cette relation varie selon le contexte géographique et sectoriel.

Concernant le secteur d'activité, Abdul Latif et al. (2023) confirment que le type d'industrie influence positivement la qualité du reporting RSE, résultat renforcé par Diouf et Boiral (2017) qui démontre que le secteur influence la nature et la qualité des informations divulguées dans les rapports RSE. Les entreprises appartenant à des secteurs à fort impact environnemental tendent ainsi à produire des rapports RSE de meilleure qualité sous l'effet conjugué des pressions réglementaires et des attentes des différentes parties prenantes.

Par ailleurs, (Rudyanto & Siregar, 2018) montrent que la pression des employés influence positivement la qualité du reporting RSE tandis que la pression des actionnaires n'a aucun effet significatif. Dans le même sens, (Chiu & Wang, 2015) à Taiwan démontrent que le pouvoir des parties prenantes est positivement lié à la qualité du reporting RSE.

Toutefois, au-delà de ces facteurs, la gouvernance d'entreprise apparaît comme le déterminant le plus systématiquement associé à la qualité du reporting RSE dans la littérature récente. (Erin et al., 2021) , (Gerwing et al., 2022) et (Kateb & Youssef, 2025) confirment unanimement que les mécanismes de gouvernance exercent des effets significatifs sur la qualité du reporting RSE, ce qui forme l'objet central de cette recherche qui se concentre spécifiquement sur quatre mécanismes de gouvernance comme déterminants de la qualité du reporting RSE des banques marocaines cotées entre 2020 et 2023 : le comité RSE, la taille du conseil d'administration, la certification externe et la diversité de genre au sein du conseil d'administration.

### **3. Théorie mobilisée**

Les discussions sur la justification théorique du reporting RSE ont conduit à l'émergence d'un large éventail de théories visant à expliquer les comportements socialement responsables des entreprises. Selon la littérature, les pratiques de divulgation en matière de durabilité relèvent de dynamiques complexes qu'une seule perspective théorique ne saurait expliquer de manière exhaustive (Hahn & Kühnen, 2013). Parmi les cadres théoriques les plus couramment mobilisés pour analyser le reporting RSE, la théorie des parties prenantes occupe une place centrale.

La théorie des parties prenantes permet d'analyser dans quelle mesure les entreprises s'adaptent aux attentes et aux pressions de leur environnement en matière de divulgation d'informations sociétales et environnementales. Comme l'affirme (Freeman, 1984) « *les entreprises interagissent avec tout groupe ou individu qui peut affecter ou être affecté par la réalisation des objectifs de l'organisation* ». Dans cette optique, le principal objectif du reporting RSE est d'instaurer le dialogue avec les parties prenantes et de garantir leur participation tout au long du processus de décision, ce qui explique pourquoi la qualité des informations divulguées constitue un enjeu central pour répondre à leurs attentes (Badia & Bracci, 2020). (Chiu & Wang, 2015) confirment empiriquement dans le contexte de Taiwan que la théorie des parties prenantes est pertinente pour expliquer les déterminants de la qualité du reporting RSE dans les économies émergentes.

C'est à la lumière de ces considérations que la présente étude mobilise la théorie des parties prenantes pour interpréter les écarts de qualité du reporting RSE observés entre les banques marocaines cotées et le rôle des mécanismes de gouvernance dans l'explication de ces disparités.

#### 4. Méthodologie de recherche

Notre étude est une recherche exploratoire combinée à une analyse quantitative, visant à évaluer la qualité du reporting RSE sur la période 2020-2023 et d'identifier les liens entre la gouvernance et la qualité. L'analyse est descriptive et comparative, s'appuie sur des données secondaires issues des rapports annuels et des rapports RSE publiés par les banques de l'échantillon.

##### a. Échantillon et période de l'étude

La présente étude porte sur les exercices 2020 à 2023, période correspondant aux quatre premières années d'application effective de la circulaire AMMC n°03/19. Si l'exercice 2019 n'a pas été retenu, cette restriction constitue une limite que les recherches futures pourraient combler. L'échantillon comprend l'ensemble des banques marocaines cotées à la Bourse de Casablanca ayant publié un rapport RSE sur cette période, soit six banques et vingt-quatre rapports analysés, dont la liste figure dans le tableau 1. Le recours à un échantillon exhaustif garantit la représentativité des résultats et permet une analyse comparative entre les établissements.

**Tableau 1 : Échantillon de l'étude**

Nom de la banque	Année d'introduction à la bourse de Casablanca
Attijariwafa Bank (AWB)	1943
Bank of Africa (BMCE)	1975
Banque marocaine pour le commerce et l'industrie (BMCI)	1972
Banque Populaire (BCP)	2004
Crédit Agricole du Maroc (CDM)	1976
Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH)	1967

*Source : les auteurs*

##### b. Mesures des variables

Nous avons adopté l'approche de (Badia & Bracci, 2020) pour analyser la qualité du reporting RSE, en nous basant sur cinq des six principes de reporting RSE définis par la norme GRI. Le principe d'équilibre a été exclu en raison de la difficulté à l'évaluer objectivement à partir des rapports.

Par ailleurs, certains principes, tels que la clarté et l'exactitude, ont été regroupés en une seule mesure et évalués sur une échelle de Likert à cinq niveaux, tandis que la rapidité, intégrant l'engagement des parties prenantes dans le processus de reporting, a été mesurée sur une échelle à cinq niveaux. Ensuite la comparabilité a été évaluée sur une échelle à trois niveaux. Enfin, la fiabilité a été mesurée par une variable binaire prenant la valeur 1 si le rapport RSE fait l'objet d'une vérification indépendante par un tiers externe et 0 dans le cas contraire. Le tableau 2 présente en détail les critères de mesure de la qualité pour les cinq principes.

**Tableau 2 : Mesures de la qualité du reporting RSE**

	Principe de qualité	Niveau	Critères de mesure
1	Clarté et précision	1	Les informations sont floues et inexactes : les données quantitatives sont rares, la présentation n'a pas été faite clairement et l'approche du triple résultat n'est pas explicite ;
		2	L'information est en partie claire et précise : certaines données quantitatives ressortent et la présentation n'est pas très précise ; cependant, l'approche du triple résultat a été décrite de manière satisfaisante ;
		3	Les informations sont assez claires et précises : les données sont suffisantes et la présentation est assez précise l'approche triple résultat est claire et explicite ;
		4	Les informations sont claires et précises : les données sont nombreuses et la présentation est précise ; l'approche du triple résultat est claire et explicite ;
		5	Des informations très claires et précises : elles regroupent toutes les données jugées importantes pour la communication externe, en utilisant un cadre de présentation bien structuré et facile à lire pour chaque catégorie de parties prenantes ; toutes ces informations sont développées dans un contexte qui respecte et est cohérent avec l'approche triple résultat.
2	Rapidité d'exécution et engagement des parties prenantes	1	L'engagement des parties prenantes n'est pas du tout évoqué ;
		2	L'engagement des parties prenantes est abordé, mais sans référence claire et explicite aux processus de communication, à l'élaboration des rapports et à la mesure des résultats ;
		3	L'engagement des parties prenantes est géré de manière équitable, en mettant l'accent sur les initiatives de communication, mais aussi avec une référence faible ou inexistante au profil d'engagement pendant le processus de documentation et de mesure des résultats ;
		4	L'engagement des parties prenantes est clairement abordé, avec un accent particulier sur les initiatives de communication et celles liées au processus de rédaction des documents ; cependant, il n'y a aucune référence à l'implication des parties prenantes dans le processus de mesure des résultats ;
		5	L'engagement des parties prenantes est clair et complet, avec un accent particulier sur les initiatives de communication et sur les aspects liés au processus de reporting et à la mesure des résultats.
3	Comparabilité	1	L'absence de référence comparative entre les résultats obtenus au cours des années passées et précédentes ;
		2	L'existence de comparaisons de données et de résultats, sans référence explicite à la relation de ces résultats avec les objectifs énoncés ;
		3	Il y a une comparaison des données et des résultats, également liés aux objectifs énoncés précédemment.
4	Fiabilité	1	Adoption d'un processus d'assurance externe

*Source : Badia & Bracci, 2020*

Les mécanismes de gouvernance sont mesurés à partir des rapports ESG et des rapports annuels publiés par les banques de l'échantillon, conformément aux études portant sur la relation entre

gouvernance et qualité du reporting RSE. Quatre mécanismes ont été retenus en se basant sur la littérature : le comité RSE, la taille du conseil d'administration, la certification externe et la diversité de genre au conseil d'administration. Ces mécanismes sont mesurés à partir de deux types de variables fondés sur la littérature empirique : des variables continues pour la taille du conseil d'administration et la diversité de genre, et des variables dichotomiques pour le comité RSE et la certification externe. Leurs mesures sont détaillées dans le tableau 3.

**Tableau 3 : Les mesure des déterminants de la gouvernance**

<b>Variabiles indépendantes</b>	<b>Mesure</b>	<b>Références</b>
Comité RSE	1 si le comité RSE est rattaché au CA ; 0 sinon	(Kateb & Youssef, 2025); (Al-Shaer & Zaman, 2016);
Taille du conseil	Nombre total d'administrateurs au CA	(Erin et al., 2021) ; (Ananzeh, 2022) ; (Gerwing et al., 2022); (Al-Shaer & Zaman, 2016); (Kateb & Youssef, 2025)
Certification externe	1 s'il existe une certification externe du rapport RSE ; 0 sinon	(Gerwing et al., 2022); (Pasko et al., 2021)
Diversité de genre	Proportion de femmes du CA/ nombre total d'administrateurs	(Al-Shaer & Zaman, 2016); (Gerwing et al., 2022) ; (Erin et al., 2021)

*Source : les auteurs*

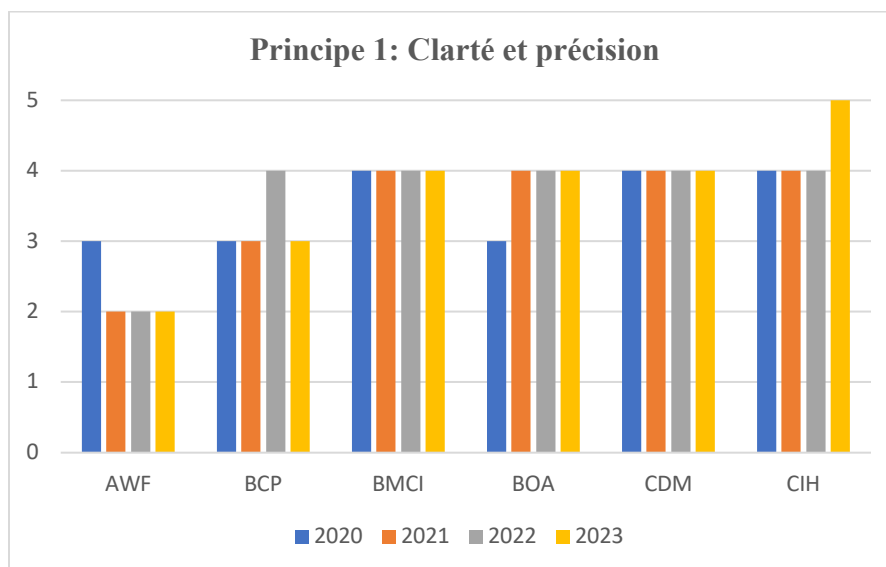
## 5. Résultats

### a. L'évaluation de la qualité du reporting RSE

L'évaluation du principe de clarté et de précision dans les rapports RSE des banques marocaines sur la période 2020-2023, illustrée par la figure 1, met en évidence une hétérogénéité des niveaux avec une évolution contrastée selon les banques.

CIH se distingue comme la seule banque à progresser sur ce principe, passant du niveau 4 sur la période 2020-2022 au niveau 5 en 2023. Ses rapports intègrent des diagrammes, courbes et tableaux facilitant l'analyse des indicateurs de gouvernance, des indicateurs sociaux relatifs aux collaborateurs et des indicateurs environnementaux. CIH se démarque par une présentation claire de ses réalisations et de ses ambitions pour 2025, avec toutes les informations jugées importantes développées dans un contexte cohérent avec l'approche triple résultat. BMCI et CDM maintiennent un niveau 4 stable sur toute la période. Leurs rapports présentent des données claires et précises avec des données nombreuses, des tableaux pluriannuels et des graphiques comparatifs, et une approche triple résultat claire et explicite, bien qu'elle reste moins formellement articulée chez CDM. BOA progresse du niveau 3 en 2020 au niveau 4 à partir de 2021 grâce à des données quantitatives plus nombreuses et mieux organisées avec une double matérialité explicite, proposant des rapports intégrant des éléments chiffrés permettant un suivi précis de l'évolution des engagements RSE. BCP affiche le profil le plus variable selon le format de publication adopté chaque année, atteignant le niveau 4 en 2022 grâce à un rapport autonome bien structuré avec des tableaux et graphiques abondants, avant de revenir au niveau 3 en 2020, 2021 et 2023 lors de l'intégration du rapport RSE dans le rapport annuel avec une présentation moins développée.

**Figure 1 : Niveau d'application du principe de clarté et de précision dans les rapports analysés (2020-2023)**

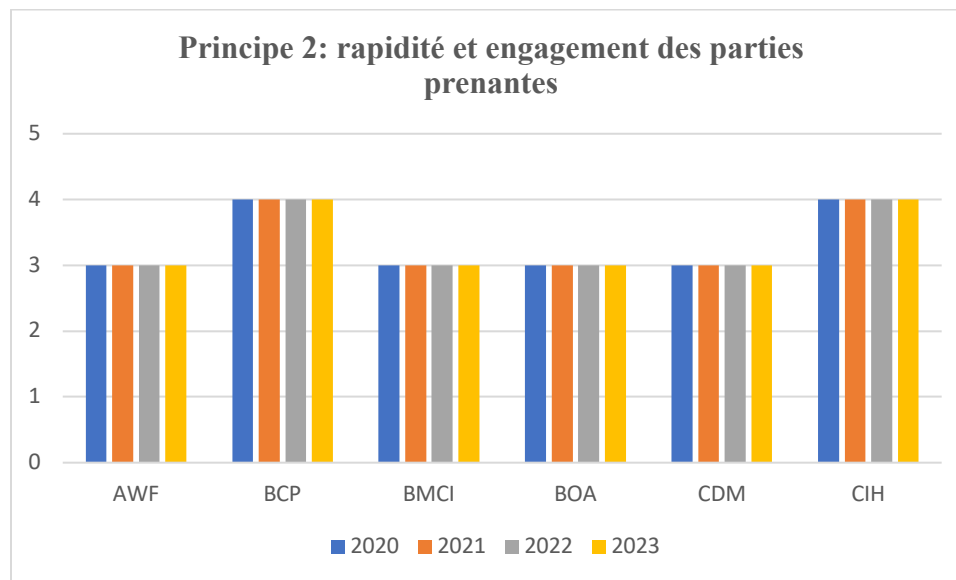


*Source : Les auteurs*

Quant à AWF, son approche reste la plus limitée de l'échantillon avec une régression du niveau 3 en 2020 au niveau 2 à partir de 2021. En 2020, la présentation reste majoritairement narrative avec des tableaux structurés limités aux seuls indicateurs RH. A partir de 2021, le passage d'un rapport RSE dédié à une section intégrée dans le rapport financier annuel accentue cette dégradation avec peu de données chiffrées et une approche triple résultat peu explicite.

Dans l'ensemble, bien que le triple bilan économique, social et environnemental ainsi que l'aspect gouvernance soient systématiquement abordés, leur niveau de détail varie d'une banque à l'autre. Une prédominance des données qualitatives se dégage, bien que des indicateurs quantitatifs soient systématiquement intégrés pour les aspects sociaux liés aux collaborateurs tels que le recrutement, la répartition par genre et la prise en compte des collaborateurs en situation de handicap. En revanche, les données chiffrées restent limitées pour les autres dimensions. Ces constats soulignent la nécessité pour certaines banques de renforcer la quantification des performances extra-financières afin d'améliorer la crédibilité et la valeur informative des rapports RSE. Dans la continuité de cette analyse, nous examinons le principe rapidité et engagement des parties prenantes (figure 2).

**Figure 2. Niveau d'application de principe rapidité d'exécution et engagement des parties prenantes dans les rapports analysés (2020-2023)**



*Source : Les auteurs*

L'évaluation de l'engagement des parties prenantes dans les rapports RSE des banques marocaines sur la période 2020-2023 révèle une stabilité globale des niveaux.

CIH et BCP se distinguent en maintenant un niveau 4 stable sur toute la période, reflétant un engagement des parties prenantes clairement abordé avec un accent particulier sur les initiatives de communication et sur le processus de rédaction des documents. Leurs rapports établissent un lien entre l'engagement des parties prenantes et le processus de rédaction grâce à des matrices de matérialité structurées. Néanmoins, ces rapports ne mentionnent aucune participation des parties prenantes dans l'évaluation des résultats, le rapport étant préparé et validé uniquement par la partie prenante interne.

La majorité des banques AWF, BMCI, BOA et CDM sont classées au niveau 3 sur toute la période, reflétant une gestion équitable de l'engagement des parties prenantes. Leurs rapports détaillent les moyens de communication utilisés tels que le rapport intégré, le rapport financier annuel, les enquêtes de satisfaction client, le site internet, les campagnes publicitaires, les réseaux sociaux, la Charte RSE fournisseurs, l'intranet, les réunions et les conférences. Toutefois, ces rapports n'apportent aucune référence à l'implication des parties prenantes dans le processus de documentation et de mesure des résultats.

Nous remarquons que les banques ont entrepris des démarches structurantes, notamment à travers l'analyse de la matrice de matérialité, qui permet d'identifier les parties prenantes clés, à la fois internes et externes, de mieux comprendre leurs attentes et de classer les enjeux sociaux, environnementaux, économiques et de gouvernance selon leur importance pour chaque partie prenante, afin de prioriser ceux ayant le plus d'impact dans l'élaboration de la stratégie RSE, à l'exception d'AWF

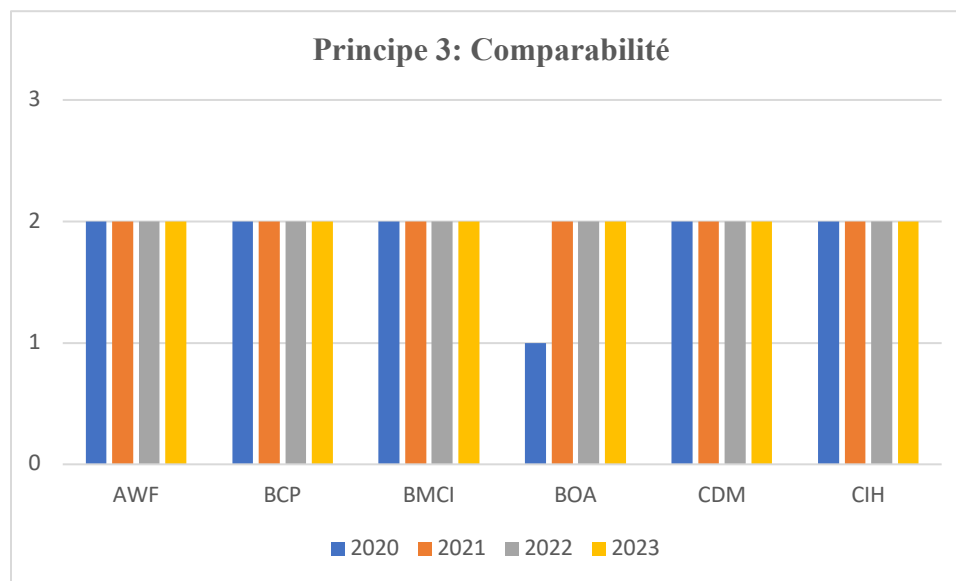
À titre d'exemple, CDM a détaillé dans son rapport RSE 2023 le processus de cartographie des parties prenantes visant à localiser et évaluer leur influence sur les objectifs de durabilité, facilitant

ainsi une pré-priorisation des enjeux et un alignement des stratégies RSE avec les attentes des parties prenantes.

Ces avancées démontrent un potentiel d'amélioration, notamment en renforçant la transparence et l'implication des parties prenantes dans la mesure des résultats et l'élaboration des rapports. Aucune banque n'atteint le niveau 5 sur toute la période, traduisant une limite structurelle commune à l'ensemble des banques étudiées.

Dans la continuité de cette analyse, nous examinons le principe de comparabilité (figure 3).

**Figure 3. Niveau d'application du principe de comparabilité dans les rapports analysés (2020-2023)**



*Source : les auteurs*

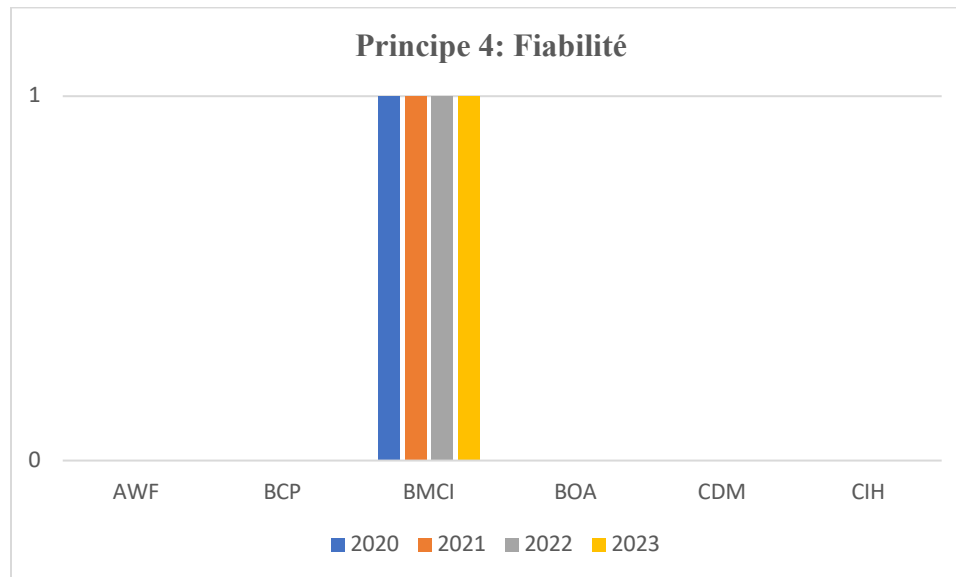
L'évaluation du principe de comparabilité dans les rapports RSE des banques marocaines sur la période 2020-2023 révèle une stabilité des niveaux sans évolution notable.

AWF, BCP, BMCI, CDM et CIH maintiennent un niveau 2 stable sur toute la période, attestant de l'existence de comparaisons de données et de résultats sur plusieurs années. Toutefois, ces comparaisons sont faites sans référence explicite à la relation entre les résultats obtenus et les objectifs préalablement énoncés, limitant ainsi l'interprétation des performances RSE. Il convient de noter qu'AWF, bien que classée au niveau 2, ne présente des comparaisons structurées que pour les seuls indicateurs RH, les dimensions environnementale, économique et sociétale ne faisant l'objet d'aucune référence comparative, ce qui en fait la banque la moins avancée sur ce principe. En revanche, BOA progresse du niveau 1 en 2020 au niveau 2 à partir de 2021. En 2020, les données sont présentées pour la seule année en cours sans aucune comparaison avec les années précédentes. A partir de 2021, des comparaisons sont introduites sans toutefois les relier à des objectifs stratégiques fixés.

L'absence de progression des indicateurs entre 2020 et 2023 souligne un manque d'amélioration dans la structuration et la transparence du reporting comparatif. Une meilleure intégration des comparaisons en lien avec les objectifs stratégiques permettrait d'améliorer la lisibilité et d'évaluer

les performances des banques au titre de la RSE. Poursuivant cette analyse, il convient désormais d'examiner le dernier principe la fiabilité, dont les résultats sont illustrés par la figure 4.

**Figure 4. Niveau d'application du principe de fiabilité dans les rapports analysés (2020-2023)**



*Source : les auteurs*

L'évaluation du principe de fiabilité dans les rapports RSE des banques marocaines sur la période 2020-2023 met en évidence une stabilité des niveaux sans progression vers une assurance externe.

BMCI se distingue comme la seule banque à obtenir un score de 1 sur l'ensemble de la période. Son rapport fait référence à vérification externe par le cabinet indépendant MATERIALITY Reporting, reconnu comme GRI Data Partner, dont le rôle consiste à vérifier la conformité du rapport aux exigences GRI en s'assurant que les indicateurs déclarés correspondent bien au contenu publié, constituant ainsi un processus d'assurance externe à part entière.

Les cinq autres banques obtiennent un score de 0 sur toute la période. AWF déclare explicitement l'absence de vérification externe dans son rapport. BOA détient le prix de la Bourse de Casablanca qui récompense la qualité rédactionnelle des rapports publiés mais ne constitue pas une certification indépendante des données RSE. CDM déclare explicitement ne pas avoir encore instauré un dispositif de vérification indépendante de son reporting ESG, malgré un accompagnement en 2023 par un prestataire externe pour le seul contrôle de cohérence des données. CIH mentionne l'absence de vérification externe dans son rapport sur toute la période, la certification obtenue portant uniquement sur son système de management anti-corruption et non sur le rapport ESG.

Aucune des banques analysées n'a donc engagé de démarche d'assurance de son reporting RSE à l'exception de BMCI, ce qui limite la crédibilité des rapports et leur fiabilité aux yeux des parties prenantes.

#### **b. Analyse des mécanismes de gouvernance**

L'analyse des mécanismes de gouvernance des banques marocaines cotées sur la période 2020-2023 est présentée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 4 : Caractéristiques de gouvernance des banques de l'échantillon (2020-2023)**

Banque	Comité RSE				Taille CA				Certification externe				Diversité genre			
	2020	2021	2022	2023	2020	2021	2022	2023	2020	2021	2022	2023	2020	2021	2022	2023
AWF	0	0	0	0	11	10	11	11	0	0	0	0	0%	0%	9%	9%
BCP	0	0	0	0	11	12	12	12	0	0	0	0	27%	33%	33%	33%
BMCI	0	0	0	0	13	13	13	13	1	1	1	1	31%	23%	23%	31%
BOA	0	0	0	0	14	14	14	14	0	0	0	0	14%	14%	21%	21%
CDM	0	0	0	0	10	10	9	8	0	0	0	0	30%	30%	44%	38%
CIH	0	0	0	0	12	12	12	12	0	0	0	0	25%	33%	33%	25%

*Source : les auteurs*

Concernant le comité RSE, aucune des six banques ne dispose d'un comité RSE formellement rattaché au conseil d'administration tout au long de la période du 2020 au 2023. AWF, BCP et BMCI ne disposent d'aucun comité RSE dédié. Néanmoins, BOA, CIH et CDM ont mis en place un comité RSE rattachées à la direction générale. Ce résultat reflète le stade encore précoce de l'institutionnalisation de la gouvernance RSE au niveau des conseils d'administration des banques marocaines cotées.

Concernant la taille du conseil d'administration, BOA dispose du conseil le plus grand avec 14 membres stables sur toute la période, suivie de BMCI avec 13 membres constants. CIH et BCP maintiennent des conseils de taille intermédiaire avec respectivement 12 membres. AWF présente une légère fluctuation entre 10 et 11 membres. CDM enregistre la réduction la plus significative passant de 10 membres en 2020 à 8 en 2023, suite au changement d'actionnaire majoritaire intervenu fin 2022.

Concernant la certification externe, BMCI est la seule banque à obtenir un score de 1 sur toute la période, confirmant ainsi les résultats observés pour le principe de fiabilité. Les cinq autres banques maintiennent un score de 0 sur l'ensemble de la période analysée.

Concernant la diversité de genre, l'analyse révèle des situations contrastées entre les banques de l'échantillon sur la période 2020-2023. CDM, BCP et BMCI affichent les taux de femme les plus élevés en 2023 avec respectivement 38%, 33% et 31%, tandis que CIH présente un profil irrégulier passant de 33% en 2021 et 2022 à 25% en 2023. BOA maintient un taux modeste sur toute la période avec 14% en 2020-2021 et 21% en 2022-2023. AWF présente la situation la plus préoccupante de l'échantillon avec une représentation féminine nulle en 2020 et 2021, n'atteignant que 9% en 2022 et 2023.

## 6. Discussion

Les données recueillies dans le cadre de cette étude mettent en évidence une hétérogénéité dans la qualité du reporting RSE des banques marocaines cotées sur la période 2020-2023. Si certains principes comme la clarté sont relativement bien intégrés, d'autres dimensions telles que la fiabilité et l'engagement des parties prenantes restent insuffisamment développées. Cette disparité suggère que le reporting RSE dans le secteur bancaire marocain est encore en cours d'amélioration.

L'analyse de la clarté et de la précision révèle que certaines banques comme CIH et BMCI structurent efficacement leurs informations en utilisant des indicateurs quantifiables et des visuels

facilitant la lecture. Cette tendance est conforme aux recommandations du GRI qui encourage une communication transparente et accessible. Toutefois, d'autres banques privilégient encore une approche descriptive et narrative, limitant ainsi l'évaluation rigoureuse de leurs performances RSE. Ces résultats rejoignent les travaux de (Michelon et al., 2015) qui soulignent que le reporting RSE peut parfois être perçu comme un outil de communication plutôt qu'un véritable levier de transparence. Par ailleurs, la régression observée chez AWF à partir de 2021, malgré l'obligation réglementaire, illustre que la circulaire AMMC n°03/19 n'a pas suffi à maintenir ni à améliorer le niveau de qualité antérieur pour cette banque.

Concernant la comparabilité des informations, la stagnation quasi-générale des scores sur toute la période reflète un manque structurel dans la pratique comparative des banques marocaines. Bien que certaines banques présentent des données sur plusieurs années, l'absence de lien explicite entre ces comparaisons et les objectifs stratégiques préalablement fixés limite considérablement leur valeur informative. Comme le soulignent (Badia & Bracci, 2020), la comparabilité constitue une dimension essentielle de la qualité du reporting RSE permettant aux parties prenantes d'évaluer les performances dans le temps en lien avec les objectifs déclarés. Nos résultats rejoignent les conclusions d'(Ismail et al., 2021) au Pakistan qui identifient la comparabilité comme l'une des dimensions les plus faibles du reporting RSE dans les pays en développement, suggérant que ce défi est structurel et dépasse le seul contexte marocain.

L'engagement des parties prenantes constitue une dimension de fragilité du reporting RSE. En effet, CIH et BCP montrent un engagement plus structuré des parties prenantes grâce à des matrices de matérialité permettant d'identifier leurs attentes et de les intégrer dans le processus de rédaction du rapport, la majorité des banques se contente de décrire ses canaux de communication sans impliquer réellement les parties prenantes dans la documentation ni dans la mesure des résultats. Or selon la théorie des parties prenantes, le principal objectif du reporting RSE est d'augmenter le dialogue avec les parties prenantes et de garantir leur participation dans les processus de décision (Badia & Bracci, 2020). Nos résultats rejoignent les conclusions de (Diouf et Boiral, 2017) qui soulignent que l'engagement des parties prenantes dans les rapports RSE demeure souvent limité à une communication formelle sans participation réelle aux processus de reporting.

La question de la fiabilité des informations divulguées est particulièrement préoccupante. BMCI est la seule banque à recourir à un processus de certification externe sur toute la période, se distinguant nettement des autres banques de l'échantillon. La littérature confirme largement l'impact positif de la certification externe sur la qualité du reporting RSE. (Moroney et al., 2012) et (Braam & Peeters, 2018) suggèrent une relation positive entre l'assurance externe et la qualité du reporting de durabilité, l'assurance externe permettant de renforcer la crédibilité des informations divulguées et de réduire les asymétries d'information entre l'entreprise et ses parties prenantes. Dans le contexte des économies émergentes, (Pasko et al., 2021) confirment que la certification externe améliore significativement la qualité des rapports RSE, tandis que (Du and Wu, 2019) montrent que l'assurance externe renforce la crédibilité des rapports RSE aux yeux des parties prenantes. (Gerwing et al., 2022) confirment également que la qualité du reporting RSE obligatoire est positivement associée à la certification externe dans le contexte allemand.

Toutefois, la nature du certificateur s'avère déterminant dans la perception de la qualité. (Martínez-Ferrero and García-Sánchez, 2017) soulignent que les auditeurs des Big 4 sont considérés comme plus expérimentés dans l'assurance des informations de durabilité que les autres prestataires, offrant ainsi une crédibilité perçue plus élevée. Dans le cas de BMCI, la certification est assurée par MATERIALITY Reporting, cabinet indépendant, qui, bien que n'appartenant pas aux Big 4,

satisfait pleinement le critère d'assurance externe au sens de (Badia & Bracci, 2020), (Gerwing et al., 2022); (Pasko et al., 2021).

Par ailleurs, selon la théorie des parties prenantes, la pression exercée par les parties prenantes est susceptible d'influencer l'assurance des rapports RSE ainsi que le choix de l'organisme d'assurance (Fernández-Feijoo et al., 2015). L'absence de certification externe pour les cinq autres banques marocaines s'explique structurellement par l'absence d'obligation réglementaire en la matière, la circulaire AMMC n°03/19 imposant la publication de rapports RSE sans en exiger la vérification indépendante, suggérant ainsi que la pression des parties prenantes reste insuffisante pour inciter les banques marocaines à adopter volontairement ce mécanisme.

L'absence de comité RSE rattaché au conseil d'administration pour l'ensemble des banques sur toute la période constitue un résultat particulièrement significatif. (Gerwing et al., 2022) démontrent que l'existence d'un comité RSE rattaché au conseil contribue positivement à cette qualité. Ce constat est renforcé par (Adel et al., 2019) qui soulignent que le comité RSE constitue le mécanisme le plus déterminant parmi les variables de gouvernance analysées, présentant un effet positif fort sur l'ensemble des dimensions de la qualité du reporting RSE. L'absence de ce mécanisme dans le contexte bancaire marocain pourrait ainsi expliquer en partie les lacunes qualitatives observées.

En revanche, la taille du conseil ne semble pas exercer d'influence significative dans le contexte marocain, BOA disposant du conseil le plus grand avec 14 membres tout en affichant des scores de qualité inférieurs à CIH dont le conseil est plus réduit. Ce résultat contraste avec les conclusions d'(Ananzeh, 2022) et d'(Erin et al., 2021) qui documentent un impact positif et significatif de la taille du conseil sur la qualité du reporting RSE. Néanmoins, il rejoint les observations de (Kateb & Youssef, 2025) en Arabie Saoudite qui montrent que la taille du conseil n'est significativement associée à la qualité du reporting RSE que lorsqu'elle est combinée avec un comité RSE, suggérant un effet de complémentarité entre ces mécanismes. Ces résultats suggèrent que dans le contexte bancaire marocain, la taille du conseil seule ne suffit pas à améliorer la qualité du reporting RSE.

Concernant la diversité de genre, nos résultats montrent une relation nuancée avec la qualité du reporting RSE. Si AWF, qui présente la représentation féminine la plus faible de l'échantillon avec 0% en 2020 et 2021, affiche également les scores de qualité les plus faibles, cette relation n'est pas systématique pour l'ensemble des banques. Ce résultat contraste avec les conclusions d' (Al-Shaer & Zaman, 2016), (Gerwing et al., 2022); (Rupley et al., 2022) et (Erin et al., 2021) qui confirment unanimement que la diversité de genre au conseil est positivement associée à une meilleure qualité du reporting RSE, les administratrices étant jugées plus sensibles aux enjeux éthiques et exerçant un contrôle plus rigoureux. En revanche, ce résultat rejoint les observations d'(Ananzeh, 2022) qui ne trouve aucun lien significatif entre la diversité de genre et la qualité de la divulgation RSE dans un contexte arabe. Ces résultats contradictoires suggèrent que la relation entre diversité de genre et qualité du reporting RSE varie selon le contexte culturel et institutionnel.

À la lumière de l'ensemble de ces constats, il apparaît que si la circulaire AMMC n°03/19 a exigé la publication de rapports RSE, elle n'a pas suffi à garantir une qualité suffisante des informations divulguées. Ce constat rejoint les observations de (Badia & Bracci, 2020) qui soulignent que la réglementation seule ne garantit pas la qualité du reporting, et confirme les conclusions de (Gerwing et al., 2022) selon lesquelles la qualité du reporting RSE obligatoire dépend davantage des mécanismes de gouvernance que de la simple obligation de publication.

## 7. Conclusion

L'objet de cette étude est d'analyser l'évolution de la qualité du reporting RSE des banques marocaines cotées à la Bourse de Casablanca sur la période 2020-2023 et d'explorer le rôle des dispositifs de gouvernance dans l'explication des différences relevées. L'évaluation a porté sur quatre dimensions définies par le Global Reporting Initiative : la clarté et la précision, la rapidité et l'engagement des parties prenantes, la comparabilité et la fiabilité.

Les résultats montrent que si les banques marocaines publient désormais des rapports RSE conformément aux exigences de la circulaire AMMC n°03/19, la qualité de ces divulgations demeure hétérogène et globalement insuffisante sur plusieurs dimensions. La clarté et la précision constituent la dimension la mieux maîtrisée. La comparabilité et l'engagement des parties prenantes restent acceptables mais pourraient être renforcés, la majorité des banques se contentant de présenter des données comparatives sans les relier à leurs objectifs prédéfinis et de décrire leurs canaux de communication sans impliquer réellement les parties prenantes dans le processus de reporting. En revanche, la fiabilité demeure insuffisante, soulevant ainsi des doutes sur la crédibilité des informations divulguées en l'absence de vérification indépendante. L'analyse révèle également des disparités dans l'application des cadres réglementaires et normatifs, certaines banques adoptant des indicateurs précis et comparables tandis que d'autres se limitent à des approches plus générales, ce qui impacte directement la qualité des rapports.

Concernant les mécanismes de gouvernance, l'absence universelle de comité RSE formellement rattaché au conseil d'administration et l'absence généralisée de certification externe reflètent le stade encore précoce de l'institutionnalisation de la gouvernance RSE dans le secteur bancaire marocain. Il convient néanmoins de noter que parmi les mécanismes analysés, la certification externe apparaît comme le plus déterminant, BMCI constituant l'unique exemple attestant des apports de cette pratique sur la qualité des informations extra-financières divulguées.

Sur le plan théorique, les résultats de cette étude nuancent les prédictions de la théorie des parties prenantes dans le contexte bancaire marocain. Si la majorité des banques étudiées ont adopté une matrice de matérialité visant à identifier les attentes de leurs parties prenantes, leur engagement repose principalement sur des mécanismes de communication sans réelle implication dans le processus d'élaboration du reporting RSE. Notre étude suggère ainsi que l'adoption d'outils inspirés de la théorie des parties prenantes ne suffit pas à garantir un reporting de qualité, leur efficacité dépendant également du niveau d'engagement effectif des parties prenantes dans le processus de reporting.

À la lumière de ces constats empiriques et théoriques, ces résultats permettent de formuler, de manière non exhaustive, plusieurs recommandations concrètes. Sur le plan réglementaire, l'AMMC devrait imposer la publication d'indicateurs standardisés sur au moins trois ans consécutifs avec confrontation systématique des résultats aux objectifs déclarés, et introduire une obligation de certification externe des rapports RSE par un organisme indépendant. Sur le plan de la gouvernance, les conseils d'administration devraient créer des comités RSE formellement rattachés au conseil, chargés de superviser le processus de reporting et de suivre l'atteinte des objectifs déclarés, ce mécanisme étant identifié comme le levier le plus déterminant pour améliorer la qualité globale du reporting RSE (Adel et al., 2019). Sur le plan organisationnel, les banques devraient mettre en place des systèmes d'information dédiés à la collecte et à la vérification des données RSE. Enfin, un benchmarking avec les établissements bancaires européens permettrait aux banques

marocaines de s'inspirer des meilleures pratiques internationales afin de faire évoluer leur reporting d'un outil de conformité vers un véritable instrument de reddition de comptes.

Cette étude présente toutefois certaines limites. Elle se concentre sur un secteur spécifique, ce qui limite l'extension des conclusions au-delà du secteur bancaire. La subjectivité inhérente à l'évaluation de la qualité des rapports RSE par analyse de contenu constitue une contrainte méthodologique à prendre en compte, bien que cette limite soit atténuée par l'adoption d'une grille de mesure validée par la littérature. Enfin, le caractère restreint de l'échantillon empêche la réalisation d'analyses statistiques mesurant l'effet précis de chaque mécanisme de gouvernance sur la qualité du reporting RSE. Ces limites ouvrent plusieurs perspectives de recherche. Une étude longitudinale sur une durée plus étendue permettrait d'observer l'évolution de la qualité du reporting RSE dans le contexte réglementaire marocain. Une comparaison intersectorielle analyserait si les disparités observées sont propres au secteur bancaire. L'intégration d'entretiens avec des parties prenantes enrichirait l'analyse en apportant un regard externe sur la perception des rapports RSE. Enfin, les recherches futures pourraient mobiliser d'autres grilles d'évaluation de la qualité du reporting RSE afin de tester la robustesse des conclusions de la présente étude.

Bien que le reporting RSE des banques marocaines constitue un outil essentiel de communication et de transparence, son impact dépend largement de la qualité des informations fournies. Une meilleure structuration des données, une plus grande implication des parties prenantes et l'adoption de mécanismes de certification apparaissent comme des leviers incontournables pour renforcer la crédibilité et l'utilité du reporting RSE en tant qu'outil de suivi des engagements des banques marocaines cotées.

## 8. Références

- Abbott, W.F & Monsen, R. (1979). Abbott, W.F. and Monsen, R. (1979) On the Measurement of Corporate Social Responsibility Self-Reported Disclosure as Method of Measuring of Corporate Social Involvement, *Academy of Management Review*, 22, 501-515. - References—Scientific Research Publishing. <https://www.scirp.org/reference/referencespapers?referenceid=1905332>
- Abdul Latif, R., Taufil Mohd, K. N., Kamardin, H., & Mohd Ariff, A. H. (2023). Determinants of Sustainability Disclosure Quality among Plantation Companies in Malaysia. *Sustainability*, 15(4), 3799. <https://doi.org/10.3390/su15043799>
- Adel et al. (2019). Is corporate governance relevant to the quality of corporate social responsibility disclosure in large European companies? | Request PDF. [https://www.researchgate.net/publication/331741250\\_Is\\_corporate\\_governance\\_relevant\\_to\\_the\\_quality\\_of\\_corporate\\_social\\_responsibility\\_disclosure\\_in\\_large\\_European\\_companies](https://www.researchgate.net/publication/331741250_Is_corporate_governance_relevant_to_the_quality_of_corporate_social_responsibility_disclosure_in_large_European_companies)
- Al-Shaer & Zaman. (2016). Board gender diversity and sustainability reporting quality | Request PDF. [https://www.researchgate.net/publication/308975041\\_Board\\_gender\\_diversity\\_and\\_sustainability\\_reporting\\_quality](https://www.researchgate.net/publication/308975041_Board_gender_diversity_and_sustainability_reporting_quality)
- Ananzeh, H. (2022). Corporate governance and the quality of CSR disclosure : Lessons from an emerging economy. *Society and Business Review*, 17(2), 280-306. <https://doi.org/10.1108/SBR-09-2021-0153>
- Badia & Bracci. (2020). (1) (PDF) Quality and Diffusion of Social and Sustainability Reporting in Italian Public Utility Companies. [https://www.researchgate.net/publication/341875084\\_Quality\\_and\\_Diffusion\\_of\\_Social](https://www.researchgate.net/publication/341875084_Quality_and_Diffusion_of_Social)

- and Sustainability Reporting in Italian Public Utility Companies
- Boiral. (2013). (1) (PDF) Boiral, O. (2013) "Sustainability reports as simulacra? A counter-account of A and A+ GRI reports", *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 26(7) : 1036-1071.  
[https://www.researchgate.net/publication/258820463\\_BoiralO2013\\_Sustainability\\_reports\\_as\\_simulacra\\_A\\_counter-account\\_of\\_A\\_and\\_A\\_GRI\\_reports\\_Accounting\\_Auditing\\_Accountability\\_Journal\\_267\\_1036-1071](https://www.researchgate.net/publication/258820463_BoiralO2013_Sustainability_reports_as_simulacra_A_counter-account_of_A_and_A_GRI_reports_Accounting_Auditing_Accountability_Journal_267_1036-1071)
  - Braam, G., & Peeters, R. (2018). Corporate Sustainability Performance and Assurance on Sustainability Reports: Diffusion of Accounting Practices in the Realm of Sustainable Development. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 25(2), 164-181.
  - Chen & Bouvain. (2009). (1) (PDF) Is Corporate Responsibility Converging? A Comparison of Corporate Responsibility Reporting in the USA, UK, Australia, and Germany.  
[https://www.researchgate.net/publication/46547670\\_Is\\_Corporate\\_Responsibility\\_Converging\\_A\\_Comparison\\_of\\_Corporate\\_Responsibility\\_Reporting\\_in\\_the\\_USA\\_UK\\_Australia\\_and\\_Germany](https://www.researchgate.net/publication/46547670_Is_Corporate_Responsibility_Converging_A_Comparison_of_Corporate_Responsibility_Reporting_in_the_USA_UK_Australia_and_Germany)
  - Cheng, OANNIS IOANNOU, & GEORGE SERAFEIM. (2014). CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY AND ACCESS TO FINANCE on JSTOR.  
<https://www.jstor.org/stable/24037207>
  - Chiu, T.-K., & Wang, Y.-H. (2015). Determinants of Social Disclosure Quality in Taiwan: An Application of Stakeholder Theory. *Journal of Business Ethics*, 129(2), 379-398.
  - Commission européenne. (2002). Corporate Social Responsibility Main issues [Text]. European Commission - European Commission.  
[https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/memo\\_02\\_153](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/memo_02_153)
  - Damak-Ayadi, S. (2006). Analyse des facteurs explicatifs de la publication des rapports sociétaux en France. *Comptabilité Contrôle Audit*, 12(2), 93-116.  
<https://doi.org/10.3917/cca.122.0093>
  - Dando, N., & Swift, T. (2003). Transparency and Assurance Minding the Credibility Gap. *Journal of Business Ethics*, 44(2), 195-200. <https://doi.org/10.1023/A:1023351816790>
  - Davis and Searcy. (2010). A review of Canadian corporate sustainable development reports.  
[https://www.researchgate.net/publication/242344833\\_A\\_review\\_of\\_Canadian\\_corporate\\_sustainable\\_development\\_reports](https://www.researchgate.net/publication/242344833_A_review_of_Canadian_corporate_sustainable_development_reports)
  - Diouf et Boiral. (2017). The quality of sustainability reports and impression management.  
<https://ideas.repec.org/a/eme/aaajpp/aaaj-04-2015-2044.html>
  - Du and Wu. (2019). Does External Assurance Enhance the Credibility of CSR Reports? Evidence from CSR-Related Misconduct Events in Taiwan | Request PDF.  
[https://www.researchgate.net/publication/334389227\\_Does\\_External\\_Assurance\\_Enhance\\_the\\_Credibility\\_of\\_CSR\\_Reports\\_Evidence\\_from\\_CSR-Related\\_Misconduct\\_Events\\_in\\_Taiwan](https://www.researchgate.net/publication/334389227_Does_External_Assurance_Enhance_the_Credibility_of_CSR_Reports_Evidence_from_CSR-Related_Misconduct_Events_in_Taiwan)
  - Erin, O., Adegboye, A., & Bamigboye, O. A. (2021). Corporate governance and sustainability reporting quality: Evidence from Nigeria. *Sustainability Accounting, Management and Policy Journal*, 13(3), 680-707. <https://doi.org/10.1108/SAMPJ-06-2020->

0185

- Fernández-Feijoo et al. (2015). Multilevel Approach to Sustainability Report Assurance Decisions | Request PDF. [https://www.researchgate.net/publication/287360275\\_Multilevel\\_Approach\\_to\\_Sustainability\\_Report\\_Assurance\\_Decisions](https://www.researchgate.net/publication/287360275_Multilevel_Approach_to_Sustainability_Report_Assurance_Decisions)
- Fifka, M. S. (2013). Corporate Responsibility Reporting and its Determinants in Comparative Perspective – a Review of the Empirical Literature and a Meta-analysis. *Business Strategy and the Environment*, 22(1), 1-35. <https://doi.org/10.1002/bse.729>
- Freeman, R. E. (1984). *Strategic Management : A Stakeholder Approach*. Pitman.
- Gatti, L., & Seele, P. (2015). CSR through the CEO's pen. *uwf UmweltWirtschaftsForum*, 23. <https://doi.org/10.1007/s00550-015-0361-8>
- Gerwing, T., Kajüter, P., & Wirth, M. (2022). The role of sustainable corporate governance in mandatory sustainability reporting quality. *Journal of Business Economics*, 92, 1-39. <https://doi.org/10.1007/s11573-022-01092-x>
- Gray and Milne. (2004). (PDF) Towards reporting on the triple bottom line : Mirage, methods and myths. [https://www.researchgate.net/publication/45417330\\_Towards\\_reporting\\_on\\_the\\_triple\\_bottom\\_line\\_mirage\\_methods\\_and\\_myths](https://www.researchgate.net/publication/45417330_Towards_reporting_on_the_triple_bottom_line_mirage_methods_and_myths)
- Hahn, R., & Kühnen, M. (2013). Determinants of Sustainability Reporting : A Review of Results, Trends, Theory, and Opportunities in an Expanding Field of Research (SSRN Scholarly Paper 2290524). <https://papers.ssrn.com/abstract=2290524>
- Ismail, H., Saleem, M. A., Zahra, S., Tufail, M. S., & Ali, R. A. (2021). Application of Global Reporting Initiative (GRI) Principles for Measuring Quality of Corporate Social Responsibility (CSR) Disclosure : Evidence from Pakistan. *Sustainability*, 13(20), Article 20. <https://doi.org/10.3390/su132011409>
- Kateb, I., & Youssef, M. (2025). Sustainability reporting quality : Understanding board characteristics, CSR committees and moderation dynamics in Saudi Arabia. *Social Responsibility Journal*, 21(6), 1166-1192. <https://doi.org/10.1108/SRJ-03-2024-0160>
- Kolk, A. (2008). Sustainability, Accountability and Corporate Governance: Exploring Multinationals' Reporting Practices. *Business Strategy and the Environment*, 17, 1-15.
- Lock, I., & Seele, P. (2016). The Credibility of CSR Reports in Europe. Evidence from a Quantitative Content Analysis in 11 Countries. *Journal of Cleaner Production*, 122. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2016.02.060>
- MacLean, R., & Rebernak, K. (2007). Closing the Credibility Gap : The Challenges of Corporate Responsibility Reporting. *Environmental Quality Management*, 16, 1-6. <https://doi.org/10.1002/tqem.20137>
- Martínez-Ferrero and García-Sánchez,. (2017). (PDF) Sustainability Assurance and Assurance Providers : Corporate Governance Determinants in Stakeholder-Oriented Countries. [https://www.researchgate.net/publication/312295140\\_Sustainability\\_Assurance\\_and\\_Assurance\\_Providers\\_Corporate\\_Governance\\_Determinants\\_in\\_Stakeholder-Oriented\\_Countries](https://www.researchgate.net/publication/312295140_Sustainability_Assurance_and_Assurance_Providers_Corporate_Governance_Determinants_in_Stakeholder-Oriented_Countries)
- Michelon et al.,. (2015). CSR reporting practices and the quality of disclosure : An empirical analysis—ScienceDirect. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1045235414001051>
- Morhardt et al. (2002). Scoring Corporate Environmental and Sustainability Reports Using

- GRI 2000, ISO 14031 and Other Criteria | Request PDF. [https://www.researchgate.net/publication/237645789\\_Scoring\\_Corporate\\_Environmental\\_and\\_Sustainability\\_Reports\\_Using\\_GRI\\_2000\\_ISO\\_14031\\_and\\_Other\\_Criteria](https://www.researchgate.net/publication/237645789_Scoring_Corporate_Environmental_and_Sustainability_Reports_Using_GRI_2000_ISO_14031_and_Other_Criteria)
- Moroney et al. (2012). Evidence of Assurance Enhancing the Quality of Voluntary Environmental Disclosures: An Empirical Analysis | Request PDF. [https://www.researchgate.net/publication/228264229\\_Evidence\\_of\\_Assurance\\_Enhancing\\_the\\_Quality\\_of\\_Voluntary\\_Environmental\\_Disclosures\\_An\\_Empirical\\_Analysis](https://www.researchgate.net/publication/228264229_Evidence_of_Assurance_Enhancing_the_Quality_of_Voluntary_Environmental_Disclosures_An_Empirical_Analysis)
  - Owen, D. (2003). Recent developments in European social and environmental reporting and auditing practice—A critical evaluation and tentative prognosis. <https://www.semanticscholar.org/paper/Recent-developments-in-European-social-and-and-A-Owen/39f5aa4331d7936a6459ff3b98179a25705d7acf>
  - Owen, D., & O'Dwyer, B. (2009). Corporate Social Responsibility: The Reporting and Assurance Dimension. *The Oxford Handbook of Corporate Social Responsibility*. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199211593.003.0017>
  - Pasko, O., Zhang, L., Bezverkhyi, K., Nikytenko, D., & Khromushyna, L. (2021). Does external assurance on CSR reporting contribute to its higher quality? Empirical evidence from China. *Investment Management and Financial Innovations*, 18(4), 309-325. [https://doi.org/10.21511/imfi.18\(4\).2021.26](https://doi.org/10.21511/imfi.18(4).2021.26)
  - Quairel, F., & Capron, M. (2004). Mythes et réalités de l'entreprise responsable (p. 192). *La découverte*. <https://shs.hal.science/halshs-00150863>
  - Rajawat, S., & Mahajan, R. (2024). Trends and determinants of quality of sustainability reporting: An analysis of Indian banks. *Discover Sustainability*, 5. <https://doi.org/10.1007/s43621-024-00634-3>
  - Romolini et al. (2015). (PDF) Quality Disclosure in Sustainability Reporting: Evidence From Universities. [https://www.researchgate.net/publication/278024992\\_Quality\\_Disclosure\\_in\\_Sustainability\\_Reporting\\_Evidence\\_From\\_Universities](https://www.researchgate.net/publication/278024992_Quality_Disclosure_in_Sustainability_Reporting_Evidence_From_Universities)
  - Rudyanto & Siregar. (2018). (PDF) The effect of stakeholder pressure and corporate governance on the quality of sustainability report. [https://www.researchgate.net/publication/324023995\\_The\\_effect\\_of\\_stakeholder\\_pressure\\_and\\_corporate\\_governance\\_on\\_the\\_quality\\_of\\_sustainability\\_report](https://www.researchgate.net/publication/324023995_The_effect_of_stakeholder_pressure_and_corporate_governance_on_the_quality_of_sustainability_report)
  - Rupley et al. (2022). Governance, Media and the Quality of Environmental Disclosure | Request PDF. [https://www.researchgate.net/publication/256019254\\_Governance\\_Media\\_and\\_the\\_Quality\\_of\\_Environmental\\_Disclosure](https://www.researchgate.net/publication/256019254_Governance_Media_and_the_Quality_of_Environmental_Disclosure)
  - Siew, R. (2015). A review of corporate sustainability reporting tools (SRTs). *Journal of environmental management*, 164, 180-195. <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2015.09.010>
  - The KPMG Survey of Corporate Responsibility Reporting 2013. (2013).
  - Tschopp, D., & Huefner, R. (2014). Comparing the Evolution of CSR Reporting to that of Financial Reporting. *Journal of Business Ethics*, 127, 565-577. <https://doi.org/10.1007/s10551-014-2054-6>
  - Wan Ismail, W. A., Mohd Saad, S., Lode, N. A., & Kustiningsih, N. (2022). Corporate Sustainability Reporting and Firm's Financial Performance in Emerging Markets. *International Journal of Academic Research in Business and Social Sciences*, 12(1), Pages 396-407. <https://doi.org/10.6007/IJARBSS/v12-i1/11364>